

INTERNATIONAL • G7

Au sommet du G7, Donald Trump, galvanisé par son accord avec l'Iran, montre un regain d'intérêt pour l'Ukraine

Les Européens, qui souhaitent un réinvestissement des Etats-Unis dans le conflit entre Moscou et Kiev, ont entretenu l'enthousiasme du président américain sur son protocole d'accord avec Téhéran et ont confirmé leur offre de service dans le détroit d'Ormuz.

Par Claire Gatinois (Evian-les-Bains (Haute-Savoie), envoyée spéciale)

Publié le 17 juin 2026 à 05h14, modifié le 17 juin 2026 à 14h27 · Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Les présidents américain, français et ukrainien, Donald Trump, Emmanuel Macron et Volodymyr Zelensky, lors du sommet du G7, à Evian (Haute-Savoie), le 16 juin 2026.
KAMIL ZIHNIUGLU POUR « LE MONDE »

A aucun moment, Donald Trump n'a semblé se lasser de narrer ce qu'il considère comme un succès. A l'Hôtel Royal d'Evian-les-Bains (Haute-Savoie), où se tient le sommet du G7, réunissant les représentants de l'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon, du Royaume Uni, ainsi que de l'Union européenne (UE), le président américain a répété à tous que son « deal » conclu avec l'Iran était « *magnifique* ». « *Nous avons les accords que nous voulons* », soutenait-il, mardi 16 juin, en marge d'une rencontre bilatérale avec Mohammed Ben Zayed Al Nahyane, le président des Emirats arabes unis, comme pour faire oublier les laborieuses négociations avec les autorités iraniennes, ponctuées de coups de théâtre et de tirs de missiles.

A ce stade, personne, hormis Donald Trump et une partie de son entourage, ne connaît le contenu de ce mémorandum. Les éléments distillés ici ou là dans la presse américaine laissent entendre que les Etats-Unis s'engageraient à lever les sanctions pesant sur le pétrole iranien, permettant au régime, en échange d'une simple promesse de ne jamais produire d'arme nucléaire, de se renflouer.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Mais le texte n'est encore qu'un accord-cadre censé ouvrir, à compter de la signature formelle, prévue le vendredi 19 juin, en Suisse, une période de discussion de soixante jours pour aborder les sujets plus sensibles, dont le programme nucléaire iranien. Des années avaient été nécessaires pour conclure l'accord de Vienne en 2015.

« Je pense que ça va aller vite », a avancé le président américain, assurant que l'Iran « [voulait] que cela aboutisse », car le régime théocratique serait pressé de refaire des « affaires ». « Initialement, il était écrit qu'ils ne développeraient pas d'arme nucléaire. J'ai dit : "Non, non, non, vous n'allez pas la développer, mais vous n'allez pas non plus l'acheter" », a précisé Donald Trump, prenant des airs intransigeants, au côté, cette fois, de Tamim Ben Hamad Al Thani, l'émir du Qatar.



Le président émirati, Mohammed Ben Zayed Al Nahyane, et le dirigeant du Qatar, Tamim Ben Hamad Al Thani, lors du sommet du G7, à Evian-les-Bains (Haute-Savoie), le 16 juin 2026. KAMIL ZIHNIUGLU POUR « LE MONDE »

Le détroit d'Ormuz, bloqué depuis la fin de février par l'Iran, rouvrira, le pétrole coulera à flots, les prix de l'énergie chuteront, et le Moyen-Orient deviendra un havre de paix, s'est enflammé Donald Trump. Les frappes israélo-américaines effectuées lors de cette guerre, qui aura duré plus de cent jours, ont entraîné nombre de ripostes iraniennes ciblant les bases américaines dans le Golfe. Mais les pays arabes qui ne l'ont pas encore fait signeront, dit-il, les accords d'Abraham, normalisant leurs relations diplomatiques avec Israël. « Ils vont tous se joindre à nous », veut-il croire.

Lire aussi | [G7 à Evian : Moyen-Orient, Ukraine, IA... retrouvez les principales déclarations des dirigeants](#)



Au Liban, où l'Etat hébreu veut poursuivre sa guerre contre le Hezbollah, allié de l'Iran, au risque de compromettre l'accord, le chef de la Maison Blanche propose une solution : déléguer au président syrien, Ahmed Al-Charaa, la lutte contre le parti milice chiite. « [L'ancien djihadiste] n'est pas un boycott. Mais il est bon sur le Hezbollah, il ne les aime pas », a assuré Donald Trump.

« Les Libanais, qu'ils soient du Sud, du Nord, chrétiens, musulmans, chiites, sunnites ou maronites, auraient du mal à encaisser ça », dit en soupirant un diplomate au G7, alors qu'Ahmed Zidan, conseiller du président intérimaire syrien, avait démenti, la veille, sur la chaîne Al-Arabiya, un quelconque rôle militaire de son pays au Liban. « L'ère des ingérences et des polarisations – qui ont caractérisé la clique d'Al-Assad [ancien président syrien] au cours des dernières décennies – est révolue », a souligné M. Zidan.

Le mémorandum vanté par Donald Trump est donc l'amorce d'un processus. La plupart des pays du G7 ont conscience du travail qu'il reste à fournir. A Evian, pourtant, personne n'a cherché à tempérer l'enthousiasme du président américain. « Cet accord est une bonne chose », a salué Emmanuel Macron lors d'un entretien accordé à TF1, lundi 15 juin. La France, qui préside avec le Royaume-Uni la mission Ormuz, rassemblant une trentaine de pays prêts à rétablir pacifiquement la libre circulation dans le détroit, se tient prête à agir pour soutenir cet accord. « On a surtout parlé des capacités de déminage. C'est ça qui intéresse les Américains », précise une source diplomatique.



Au sommet du G7, à Evian-les-Bains, le 16 juin 2026. Au premier plan, de gauche à droite : les présidents brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, français, Emmanuel Macron – et son épouse –, américain, Donald Trump, le premier ministre indien, Narendra Modi, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. KAMIL ZIHNIOLU

La réouverture du détroit sert l'intérêt des Européens. La flambée des prix du pétrole a déstabilisé leurs économies. Mais l'offre de service de la France et de ses partenaires obéit aussi à une logique transactionnelle chère à Donald Trump. Il s'agit d'applaudir le mémorandum en espérant, en retour, un réinvestissement américain sur le front ukrainien. « *Il y a une attente forte de notre côté pour qu'ils se tiennent aux côtés de l'Ukraine et qu'ils augmentent la pression sur la Russie* », décrit un diplomate, rappelant que ce conflit est existentiel pour l'Europe.

« *On va regarder. On était focalisés sur l'Iran, mais maintenant c'est derrière nous, dans le rétroviseur* », a confirmé Donald Trump, après son entretien avec l'émir du Qatar. Pour arracher un engagement formel du magnat américain, Emmanuel Macron avait convié à Evian le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, lui promettant d'arranger un entretien en tête à tête avec le locataire de la Maison Blanche.

Les deux hommes se sont parlé une vingtaine de minutes, en marge d'une réunion plénière consacrée à l'Ukraine, et devaient se croiser dans la soirée, lors du dîner des chefs d'Etat. « *J'ai montré quelques photos des attaques et des incendies, ainsi que la manière dont nos hommes ont héroïquement éteint le feu* », a expliqué à la presse le président ukrainien, évoquant la cathédrale de la Dormition, à Kiev, joyau de l'orthodoxie ukrainienne, ciblée lundi par deux drones russes.

Lire aussi |  [Au G7 d'Evian, les Européens rêvent d'une ligne commune avec Donald Trump sur la résolution du conflit en Ukraine](#)



Les images, plus que les mots, auraient ému le président américain, qui, selon les dires d'un diplomate, aurait changé d'état d'esprit à l'égard de Kiev. Alors que les forces russes s'épuisent sur le front, Donald Trump aurait cessé de voir l'Ukraine comme un « *loser* », un pays perdant dont il faudrait exiger la capitulation pour obtenir la paix.

« *La Russie devrait conclure un accord* », a dit Donald Trump, regrettant les « 35 000 » morts russes, en mai. Dans la soirée de mardi, les Etats-Unis ont endossé la déclaration des chefs d'Etat du G7, convenant d'« *accroître la fourniture [à Kiev] de capacités de défense aérienne, de systèmes et d'intercepteurs supplémentaires, ainsi que de capacités de longue portée* ». Le président américain s'est aussi engagé à rétablir les sanctions pesant sur le pétrole russe, interrompues lors de la guerre en Iran pour soulager les prix du pétrole. « *Nous allons pouvoir le faire parce que le pétrole coule à flots désormais* », a-t-il répété.

Pour approfondir (1 article)

 **Les alliés arabes des Etats-Unis craignent un accord bâclé avec l'Iran**

Claire Gatinois (Evian-les-Bains (Haute-Savoie), envoyée spéciale)